

Rapport d'Orientation Budgétaire



Qu'est-ce que le Rapport d'Orientation Budgétaire ?

- La loi NOTRE rend obligatoire pour les exécutifs des communes de plus de 3.500 habitants, la présentation d'un rapport d'orientation budgétaire (ROB) à l'assemblée dans les deux mois qui précèdent l'examen du budget.
- Ce rapport doit permettre aux élus :
 - D'être informés sur l'évolution financière de la commune et de s'exprimer sur la stratégie
 - D'apprécier les contraintes
 - De discuter des orientations budgétaires pour définir les priorités qui seront reprises dans le BP et notamment définir les investissements
 - De connaître la structure et la gestion de la dette (nouveau du ROB vs DOB)



Références :



Commune

Strate : moyenne 3500 à 5000 hab

1. Contexte macro-économique



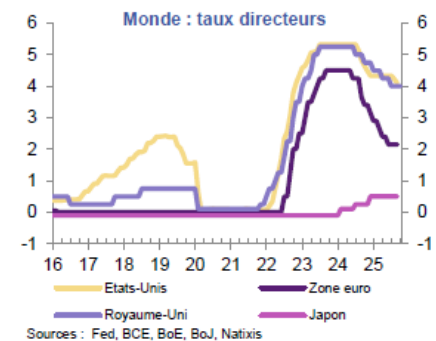
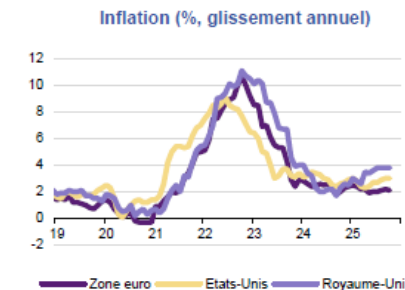
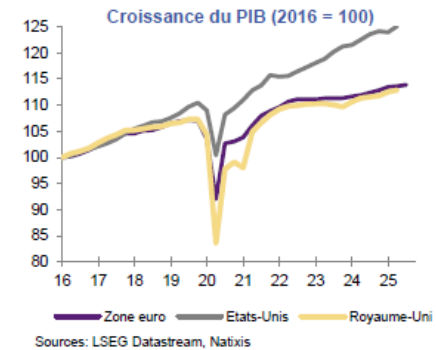
Monde : la croissance mondiale résiste malgré de multiples chocs

Pour les deux prochaines années, nous prévoyons une croissance mondiale en léger ralentissement, à 2,9 % en 2025 et 2,8 % en 2026, après 3,0 % en 2024. Cela reste une performance remarquable alors que l'activité fait face à de nombreux chocs, à commencer par les droits de douane de l'administration américaine.

Aux États-Unis, l'activité ralentirait à 1,8 % en 2025 et 2026, après 2,8 % en 2024, un rythme qui reste élevé. En zone euro, la croissance est attendue à 1,3 % cette année et serait quasi inchangée en 2026 (1,2 %), même si celle-ci ferait face à des forces contraires (relance de l'investissement en Allemagne, impact négatif des droits de douane). Au Royaume-Uni, la croissance serait proche de celle observée en zone euro (1,4 % en 2025 et 1,2 % en 2026). En Chine, l'activité resterait autour de 5 % (5 % en 2025 et 4,8 % en 2026), malgré les droits de douanes US.

Côté politique monétaire, la Fed poursuivrait son cycle de baisses de taux, tandis que la BCE s'arrêterait à 2 %. La BCE considère qu'elle est « bien positionnée » pour faire face aux différents chocs, ce qui justifie un statu quo à 2 %. La Banque d'Angleterre continuerait son cycle de baisse de taux mais à un rythme prudent compte tenu d'une inflation toujours élevée. Aux États-Unis, la Fed a commencé son cycle de baisses de taux en septembre 2025 et celui-ci se poursuivrait jusqu'en avril 2026 pour un taux terminal à 3 % (borne haute des taux Fed Funds) sur fond de ralentissement du marché du travail et malgré des risques inflationnistes liés aux droits de douane. A rebours, la Banque du Japon augmenterait une dernière fois ses taux en décembre 2025, à 0,75 %.

Les risques sur la croissance mondiale demeurent élevés. Les effets de la hausse des droits de douane ne sont pas encore pleinement ressentis et les tensions géopolitiques avec la Russie et au Moyen-Orient demeurent élevées. A l'inverse, une détente sur les droits de douane, la relance allemande et le virage de la défense en Europe constituent des relais de croissance qui pourraient être supérieurs à nos attentes.





Zone euro : une croissance en ordre dispersé

Scénario de croissance :

La croissance en zone euro s'établirait à 1,3 % en 2025 puis 1,2 % en 2026 après 0,8 % en 2024. Une partie de la bonne performance de la croissance en zone euro traduit une anticipation des droits de douanes US, avec une forte hausse des exportations de biens européens vers les États-Unis au 1^{er} semestre 2025.

La croissance européenne est tirée par les pays du Sud de l'Europe avec une croissance attendue à 2,9 % en Espagne. La croissance française résiste malgré l'incertitude politique (+0,9 %), alors que l'activité reste faible en Allemagne (0,3 %) et en Italie. L'année prochaine, la croissance allemande redémarrerait (+1,3 %) sous l'effet d'un plan de relance massif, qui bénéficierait à l'ensemble de la zone euro.

Inflation :

L'inflation resterait en moyenne légèrement au-dessus de la cible de la BCE cette année, à 2,1 %, avant de fléchir plus nettement l'année prochaine à 1,7 %, sous les effets cumulés de l'appréciation de l'euro et de la baisse des prix du pétrole et du gaz.

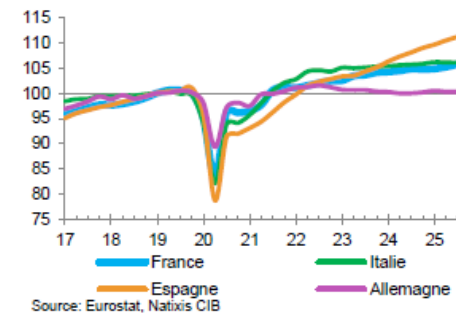
L'inflation hors énergie et alimentation resterait un peu supérieure à 2 %, avec une inflation des services toujours élevée dans certains pays et notamment en Allemagne où le salaire minimum est attendu en hausse de 14 %.

Prévisions

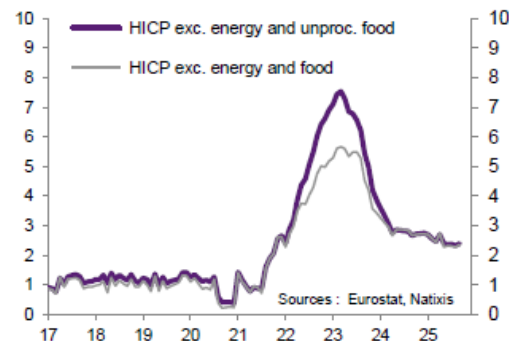
	Croissance du PIB (%)			Inflation (%)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Zone Euro	0,8	1,3	1,2	2,4	2,1	1,7
Allemagne	-0,5	0,3	1,3	2,5	2,2	2,3
France	1,1	0,9	1,0	2,3	1,0	1,3
Italie	0,5	0,5	1,0	1,1	1,7	1,3
Espagne	3,5	2,9	2,1	2,9	2,8	1,7

Source: Natixis CIB

Croissance du PIB (T1-2019 = 100)



Zone euro: Inflation ICPH et inflation sous-jacente (GA, %)





France : l'activité résiste à l'incertitude politique

Croissance : nos prévisions anticipent une croissance de **0,9 % en 2025 et 1,0 % en 2026**.

La croissance française a été particulièrement dynamique au 3^{ème} trimestre 2025 (+0,5 % T/T) notamment grâce à la bonne performance des points forts de l'économie française, à commencer par l'aéronautique dont le rythme des livraisons continuerait d'augmenter au cours des prochains trimestres.

L'incertitude politique, qui a coûté 0,2 à 0,3 point de pourcentage de croissance en 2025, continuerait à freiner la reprise en 2026, en particulier la consommation des ménages et l'investissement des entreprises.

Inflation : nous prévoyons une inflation (IPCH) de **1,0 % en 2025 et de 1,7 % en 2026, après 2,3 % en 2024**.

L'inflation française est la plus faible de la zone euro (à l'exception de Chypre), celle-ci ayant été tirée à la baisse par la baisse des prix des tarifs réglementés de l'électricité de 15 % en février 2025.

L'inflation française resterait modérée en 2026, ce qui s'explique par

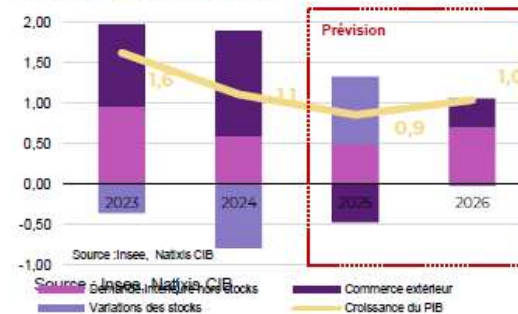
- la baisse des prix du pétrole et du gaz et l'appréciation de l'euro,
- la modération des salaires dans un contexte de ralentissement de l'emploi et de croissance légèrement sous le potentiel.

Prévisions

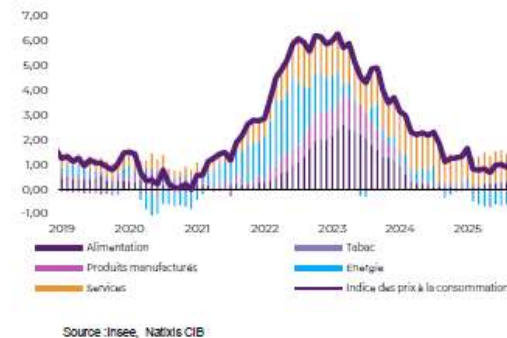
	2024	2025	2026
PIB (MA, %)	1,1	0,9	1,0
Consommation privée (MA, %)	1,0	0,4	0,8
Consommation publique (MA, %)	1,4	1,4	1,0
FBCF (MA, %)	-1,3	-0,2	0,6
Exportations (MA, %)	2,4	0,9	2,8
Importations (MA, %)	-1,3	2,2	1,7
Demande intérieure (contrib., pp)	0,6	0,5	0,7
Commerce extérieur (contrib., pp)	1,3	-0,5	0,4
Variation des stocks (contrib., pp)	-0,8	0,8	0,0
Inflation IPCH (%)	2,3	1,0	1,3
hors énergie et alim. non-transf. (%)	2,4	1,6	1,4

Source : Natixis CIB

Croissance et contribution



Inflation (IPC) et composantes





France : le climat de l'emploi se dégrade

Coup de frein sur l'emploi

Au troisième trimestre 2025, l'emploi salarié privé a diminué de 0,3 % après +0,2 % au trimestre précédent (-60 600 emplois après +43 400 emplois). Au cours du trimestre, les contrats d'alternance ont représenté environ les deux tiers de la baisse de l'emploi salarié privé.

Sur un an, l'emploi salarié privé a baissé de 0,5 % par rapport à l'année précédente (-112 100 emplois) ; il s'agit du 4^{ème} trimestre consécutif de baisse d'une année sur l'autre après près de quatre ans d'augmentation (les emplois privés restent 1 million au-dessus de leur niveau du quatrième trimestre 2019).

Ralentissement des salaires

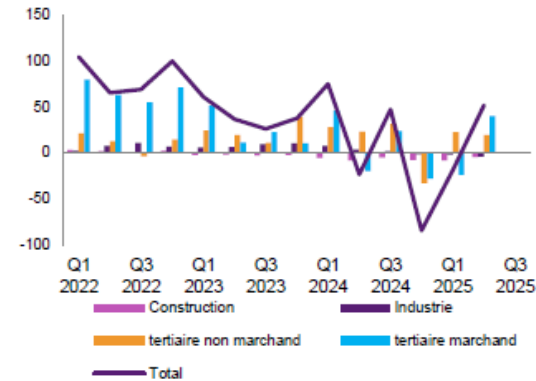
Les salaires horaires (secteur marchand non agricole) ont augmenté de 0,2 % par rapport au trimestre précédent après +0,1 % au premier trimestre, en raison d'une légère augmentation de la prime de partage de la valeur.

En glissement annuel, les salaires horaires ont légèrement ralenti à 2 %, après 2,5 % au 1^{er} trimestre.

Taux de chômage attendu en légère hausse

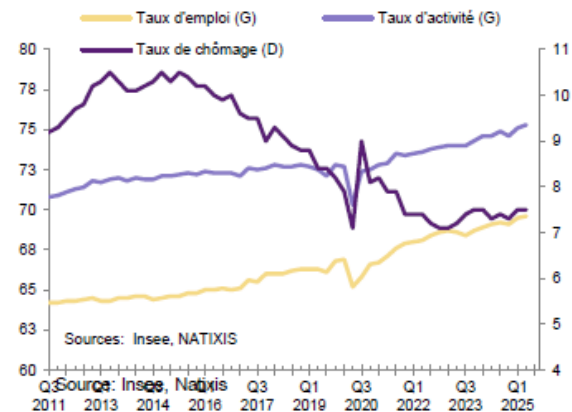
Le taux de chômage (BIT) est resté stable au 2^{ème} trimestre 2025 à 7,5 %. Il augmenterait légèrement en 2026, à 7,6 %, la croissance du PIB étant attendue sous son potentiel l'an prochain dans un contexte d'incertitudes politiques persistantes.

Evolution de l'emploi par secteurs (milliers d'emplois)



Source: Insee, Natixis

Evolution du marché du travail



Sources: Insee, NATIXIS



France : budget 2026 : une route semée d'embûches

Le projet de loi de finances 2026 a été soumis au Parlement le 14 octobre 2025, respectant tout juste les 70 jours de délai dont le Parlement doit disposer pour l'examiner et le voter.

Le Gouvernement anticipe un déficit public de 5,4 % cette année et de 4,7 % en 2026, une cible qui paraît ambitieuse compte tenu des nombreux aléas d'ici à l'adoption complète du budget. L'Assemblée nationale est fragmentée et les équilibres politiques demeurent fragiles, la France ayant connu 6 gouvernements depuis début 2024.

La version finale du budget sera ainsi probablement différente de celle proposée initialement par le Gouvernement, le Premier ministre ayant indiqué vouloir renoncer à l'utilisation de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution.

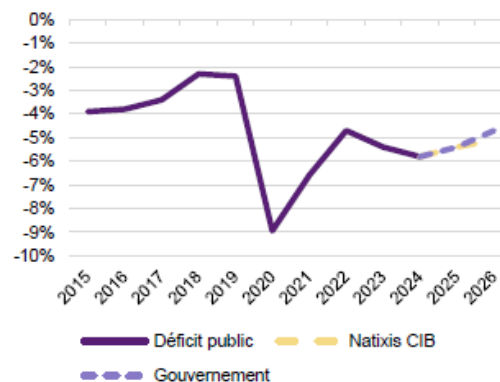
En cas de retard ou de chute du Gouvernement, une loi spéciale pourrait être mise en place dans l'attente d'un budget complet, comme cela a été le cas l'an passé. Le recours à des ordonnances est également évoqué, mais cette possibilité n'a jamais été utilisée par le passé.

Prévisions du gouvernement (% PIB sauf mention contraire)

	2024	2025	2026
État	-5,2	-4,3	-4,5
Organismes divers d'administration centrale	-0,1	-0,1	-0,0
Administrations publiques locales	-0,6	-0,5	-0,3
Administrations de sécurité sociale	0,0	-0,3	0,1
Solde public	-5,8	-5,4	-4,7

Sources: Projet de Loi de finances 2026

Déficit public (% PIB)



Sources: Projet de Loi de finances 2026, Natixis CIB

Projet de loi de Finances 2026

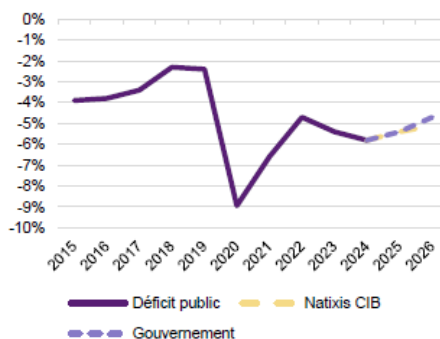
Le Gouvernement anticipe un déficit public de 5,4 % cette année et de 4,7 % en 2026, une cible qui paraît ambitieuse compte tenu des nombreux aléas d'ici à l'adoption complète du budget. En cas de retard, une loi spéciale pourrait être mise en place dans l'attente d'un budget complet, comme cela a été le cas l'an passé. Le recours à des ordonnances est également évoqué, mais cette possibilité n'a jamais été utilisée par le passé.

Transferts financiers de l'État aux collectivités. Ils atteignent 107,9 milliards € hors fractions compensatrices de TVA en contrepartie de réformes fiscales (47 milliards €) dans le PLF 2026 à périmètre courant, en hausse de 3 % (+ 3 milliards €) par rapport à la loi de finances initiale (LFI) 2025.

Les concours financiers de l'État de 53,4 milliards € selon le PLF 2026 totalisent tous les prélèvements sur recettes (PSR) de l'État au profit des collectivités locales ainsi que les crédits du budget général relevant de la mission « relations avec les collectivités territoriales » (RCT*).

Ces concours financiers sont en diminution par rapport à 2025 exclusivement en raison d'une baisse des PSR. Si l'on retire la fraction de TVA affectée en 2018 aux régions, réintégrée à compter de 2026 à la DGF, ces PSR s'élèvent à 44,3 milliards € (- 2 % par rapport à 2025).

Déficit public (% PIB)



Sources: Projet de Loi de finances 2026, Natixis CIB

Projet de loi de Finances 2026 – Impacts...

DILICO (Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales) : son montant sera de 740 M euros.

Comme pour 2025, les Communes seront exonérées. Vigilance néanmoins pour les exercices futurs ?

FONDS VERTS Comme en 2025, il sera à nouveau raboté, s'élèvera à 840 M euros, en baisse de 310 M euros

DGF (Dotation Globale de Fonctionnement). Elle ne sera ni revalorisée, ni réduite.

Nous pourrions nous réjouir de conserver le montant de 2025, néanmoins, et au regard de la non indexation sur l'inflation, nos recettes de fonctionnement seront de fait, elles aussi, mécaniquement diminuées.

Initialement envisagée, la fusion des subventions DETR, DSIL et DPV ne se réalisera finalement pas. La **DSIL** (Dotation de soutien à l'investissement locale) sera diminuée de 200M euros.

(Très) rare bonne nouvelle : la **création d'une prime régaliennne pour les Maires de 500 euros net** annuels.

Pour aller plus loin....

Le budget du **CNFPT** (Centre National de la Fonction Publique Territoriale) est amputé de 45 M euros, via le plafonnement des cotisations des collectivités.

En gros, les Collectivités continueront de cotiser à hauteur de 0,9% de leur masse salariale, et l'Etat ponctionnera 45 M euros.

A priori donc, pas d'impact pour nous. A vérifier...

2. Structure de la dette

Etat de l'endettement de la Commune au 01.01.2026

Année	Capital de départ	Capital	Intérêts	Frais	Ecart de change	Total versement	Capital restant
2026	6 570 249,07	288 453,18	125 286,72	0,00	(+) 0,00	413 739,90	6 281 795,89
Sous-total		288 453,18	125 286,72	0,00		413 739,90	
Total		288 453,18	125 286,72	0,00		413 739,90	

Un nouveau prêt a été souscrit en 2022 pour le Centre Scolaire et le Centre Village :

- Montant : 5 M€
- Durée : 30 ans ; Taux : 1,39%
- Signature en 2022 (blocage du taux), début du prêt (fonds disponibles) en 2023 et début du remboursement en 2024.
- Cout annuel de ce prêt : 240 K€ / an dégressif car amortissement constant (166 K€ de Capital et 69 K€ d'intérêts).

- Un prêt additionnel a été réalisé en 2024 pour finaliser les travaux (Centre Scolaire, Centre Village/place,,,) : 1 M€ (taux fixe 3,9 % sur 20 ans), ce dernier se substituera au prêt relai de 2023 qui sera remboursé, début de l'amortissement en **2025**.

- Un prêt relai a été réalisé (1,5M€) pendant les travaux et en attendant le versement des subventions : ouverture en 2023 et remboursement total en **2025**, cout du prêt sur 3 ans 76 K€ / an. => **Remboursement réalisé en 2025 !**

- La commune réalise un résultat Brut autour de **1 M€ en 2026**, en mettant en pause les investissements la commune pourrait rembourser sa dette en **moins de 7 ans**, en dessous de 10 ans cela est considéré par la Cour des Comptes comme une situation très positive : commune en **bonne santé !**

Annuité de la dette / habitants



Commune : 101€ / hab
Strate : 94€ / hab

3. Evolution de la masse salariale

Masse salariale : un poste budgétaire important, contenu et piloté !

	2014	2016	2018	2020	2022	2023	2024	2025	2026
Nb habitants (1)	4 125	4 091	4 080	4 050	3 980	3 972	4 000	4 050	4 077
Frais de personnel - Chap 12 (2)	1 841 362	1 816 137	1 727 068	1 731 903	1 792 100	1 820 767	1 880 370	1 930 602	2 053 000
Atténuations de charges (3)	114 662	154 847	133 109	63 199	69 298	80 399	36 932	90 073	70 000
Charges de personnel (4) = (2)-(3)	1 726 700	1 661 290	1 593 959	1 668 704	1 722 802	1 740 368	1 843 438	1 840 529	1 983 000
Charges de perosnnel / hab (4) / (1)	419	406	391	412	433	438	461	454	486
Moyenne de la strate	432	441	442	447	489	507	530	540	550

2026

- Avancements de grade et échelons
- 1 WE d'élections municipales
- ASVP temps plein
- Remplacement Direction SEJ
- Renforcement équipe entretien
- Nouveaux tarifs assurance statutaires (cf sinistralité)
- Participation de la commune à la complémentaire/prévoyance des agents
- Augmentation des cotisations retraites (CNRACL +3%) et URSSAF: **+ 35K€ /an**
- 3 jobs d'été 2026 (8 K€)

La masse salariale augmente mécaniquement suite aux charges et aux augmentations qui pèsent sur la commune, mais l'augmentation annuelle ainsi que la charge par habitant sont très en dessous des communes de la strate.

Masse salariale / habitant



Commune : 486€ / hab
Strate : 540€ / hab



4. Analyse budgétaire

Focus sur les taxes locales

Taxe	2022	2023	2024	2025	Proposition 2026
Taxe foncière (bâti)	44,24%	46,45%	48,77%	48,77%	48,77%
Taxe foncière (non bat)	53,17%	53,17%	53,17%	53,17%	53,17%

Impôts locaux / habitant

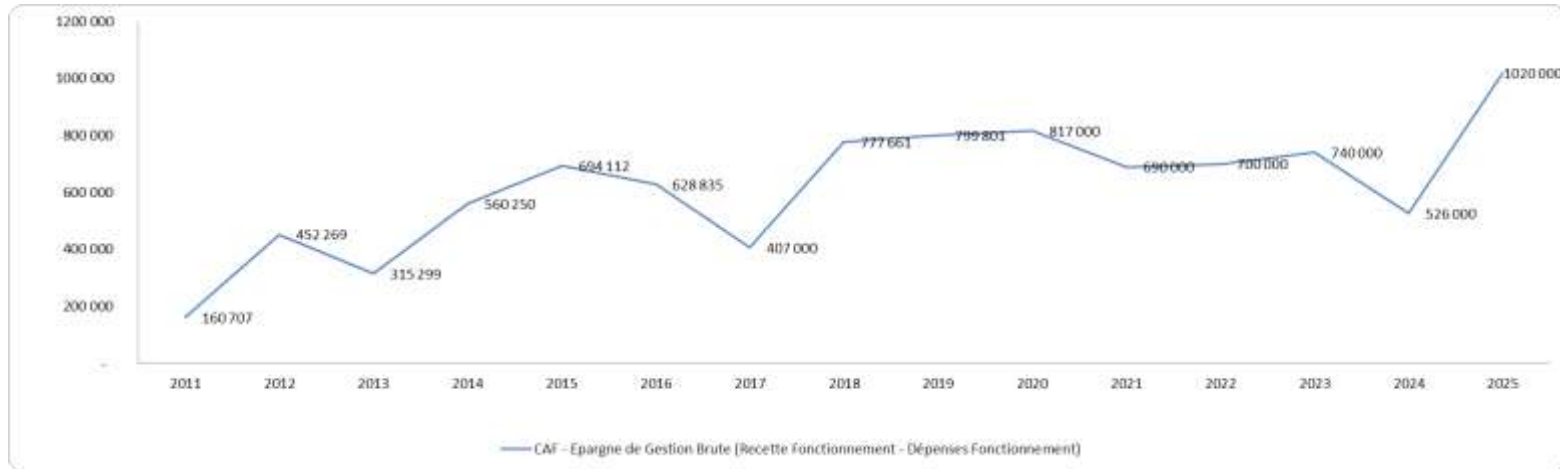


Commune : 403 € / hab
Strate : 531 € / hab

- La commune à perçu 1,8 M€ de produit d'impôts en 2025.
- **Seule la TFB a un impact sur les ressources de la Commune**, seul levier disponible à court terme et significatif face à l'ensemble des hausses de charges subies par la commune .
- **Les bases fiscales de la commune sont faibles** et il n'est pas possible de réévaluer « massivement » ces bases, ce qui aurait été plus « juste », la DGFIP ne nous ayant pas permis de travailler ce sujet.
- Les bases fiscales vont augmenter de **0,8% en 2026** (+15 K€).
- Il est proposé au Conseil Municipal, suite validation en **Bureau Municipal** de ne pas augmenter la TF en 2026

Maintenir notre Capacité d'Autofinancement

- La CAF est un indicateur majeur de suivi de la performance d'une commune et sert principalement à autofinancer les investissements et maintenir un fond de roulement suffisant.
 - Ce fond de roulement permet de bien gérer la trésorerie de la commune et de fonctionner en attente de subventions, c'est une **sécurité** en cas de situation dégradée nécessitant une intervention financière.
 - L'autofinancement permet à notre commune d'être très volontariste dans ses investissements en infrastructure, les subventions étant de plus en plus rares et ciblées. **La CAF est un indicateur essentiel pour notre solvabilité bancaire !**



CAF Brute 2025 : 1 M€, soit 245€ / hab. Moyenne de la strate (3500/5000 hab) : 217€ / hab => nous sommes au dessus de la strate cette année.

Une CAF 2025 en hausse suite à **des recettes exceptionnelles** et des **dépenses contenues** :

- Augmentation du revenu des immeubles (Château et Conciergerie)
- **Rattrapage** des loyers 2024 de certains immeubles (Embal Agri)
- Augmentation du revenu des impôts (augmentation taux + bases)
- Taxe sur l'électricité : augmentation + **rattrapage**
- **Rattrapage** CAF
- **Recettes exceptionnelles** : remboursement assurance TRC pour vitres Conciergeries et remboursement GRDF suite changement de GAZ
- Remboursement de rémunérations (suite nombreuses absences 2025)

CAF Brute/ habitant



Commune : 245 € / hab

Strate : 217 € / hab



Un fort soutien de la CCFL qui accompagne ses communes membres

- Notre commune perçoit **871 920 €** par an d'Attribution de Compensation. (auparavant 951 K€ mais prise en chargement de la cotisation Noreade à la place de la commune).
- La Dotation de Solidarité Communautaire de **223.105 € par an** : forte hausse depuis plusieurs années et **pérennisée !**

Un Fond de Concours à projets (investissements)

- **295 K€** voté en 2014
 - Haut débit : 198 K€
 - Salle Georges Daenens : 96 K€
- **204 K€** (50€ / hab) voté en 2018 : rénovation de la briqueterie
- **290 K€** (75€ / hab) voté en 2019
 - Aménagement Dolto (100K€)
 - Boulodrome couvert (154 K€)
 - Château de Bac St Maur (36 k€)
- **598 K€** (2x 75€ / hab) voté en 2020 : Château de Bac St Maur
- **1800 K€** (fond de concours spécial CCFL) : Centre scolaire

2014 - 2020 : 790 K€
2020 - 2026 : 2400 K€

100%

**des fonds de concours
CCFL sont engagés**

Un Fond de Concours Tourisme et culture

- **Tourisme : 400 K€** voté en 2016
 - Aménagement Dolto : 90 K€
 - Château de Bac St Maur : 195 K€
 - 2024 : Acquisition Maison Blanche : 115 K€
- **Culture : 100 K€** voté
 - 2023 : Bibliothèque : 20 K€
 - **2026 : Eglise de Bac Saint Maur 70 K€**



5. Dépenses Investissements 2026

Dépenses Investissements 2026

RAR : 377 K€

- **Soldes d'opérations en RAR :**
 - 021 - Immo corporelles : 377 K€
- **Opérations d'ordre budgétaire:**
 - Amortissements des subventions 2026: 100 k€
 - Travaux en régie : 70 k€
- **Opérations financières:**
 - Remboursement des emprunts en K€: 289 k€
- **Opérations réelles :**
 - Autorisations de programmes :
 - AP/OP 106 (groupe scolaire): 170 K€
 - AP/OP 112 (place publique): 1 385 K€
- **Investissements courants (chapitres 20, 21):**
 - Travaux, équipements et voiries diverses: 300 K€
 - Crédit vendeur parcelles Maison Blanche : 40 K€
 - Electricité Eglise de Bac Saint Maur : 26 K€
 - Subvention FOH site mairie: 80 K€



2026

Petite pause/réduction des investissements.
Etat des lieux et planifications/priorisation des travaux des bâtiments et voiries sur le mandat.

2 837 K€ d'investissements sur 2026

6. Recettes Investissements 2026

Recettes Investissements 2026

- **Restes à Réaliser:**
 - Subventions non reçues : 615 K€
- **Opérations d'ordre budgétaire:**
 - Amortissements 2026: 262 K€
 - Autofinancement prévisionnel : 400 K€
- **Opérations financières:**
 - Excédent d'investissement 2025 : 30 K€
 - Excédent de fonctionnement 2025 capitalisé (1068) : 780 K€

 - FCTVA: 200 k€
 - Taxe Aménagement : 100 K€
- **Opérations réelles :**
 - Vente bâtiments (G Sand) et terrains FonciFrance : 450 K€

RAR : 615 K€



2837 K€ de recettes d'investissements sur 2026

